



Syndicat Mixte de l'Eau Potable de la région de Jurançon
Liste des délibérations examinées par le comité syndical –
Séance du 12 février 2024

Délibération n°	Objet	Résultat du vote
11 - 2024	Examen et vote du Compte de Gestion 2023 du Syndicat Mixte de l'Eau Potable de la région de Jurançon	Approuvée
12 - 2024	Bilan des transactions foncières 2023	Approuvée
13 - 2024	Examen et vote du Compte administratif 2023 du Syndicat Mixte de l'Eau Potable de la région de Jurançon	Approuvée
14 - 2024	Examen et vote du Compte de gestion 2023 du PAT III Gave de Pau	Approuvée
15 - 2024	Examen et vote du Compte administratif 2023 du PAT III Gave de Pau	Approuvée
16 - 2024	Affectation des résultats du Compte administratif 2023 du Syndicat Mixte de l'Eau Potable de la région de Jurançon au budget 2024	Approuvée
17 - 2024	Participation financière Coopération internationale Kataba 1 - Pepak	Approuvée
18 - 2024	Augmentation de la surtaxe du Syndicat Mixte de l'Eau potable de la région de Jurançon	Approuvée
19 - 2024	Programme de travaux et études prévus sur 2024 et sollicitation des partenaires financiers	Approuvée
20 - 2024	Mise à disposition d'un agent et des moyens affectés par la Communauté de communes du Haut Béarn	Approuvée
21 - 2024	Convention d'installation et d'exploitation d'un rucher entre le SMEP de la région de Jurançon et Monsieur BOUDIUS	Approuvée
22 - 2024	Examen et vote du budget primitif 2024 du Syndicat mixte de l'eau potable (SMEP) de la région de Jurançon	Approuvée

Publié sur le site internet du Syndicat le 15 février 2024 ¹

Michel BERNOS,
Président



Syndicat Mixte d'Eau Potable
de la région de Jurançon

¹ La liste des délibérations examinées par l'organe délibérant des EPCI à fiscalité propre et des syndicats de communes et syndicats mixtes fermés est adressée dans le délai d'un mois suivant chaque séance aux conseillers municipaux des communes membres de cet EPCI qui ne sont pas membres de son organe délibérant. Ces dispositions s'appliquent également aux membres des organes délibérants d'un EPCI ou d'une commune membre d'un syndicat mixte qui ne sont pas membres de son comité syndical (art. L.5211-40-2 du CGCT).